



ARRÊTÉ

**portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement :**

Projet de boisement de terres agricoles sur le territoire de la commune de Saint-Forgeot (71)

La préfète de la région Bourgogne-Franche-Comté,

Préfète de la Côte-d'Or

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée par la directive 2014/52/UE du 16 avril 2014, concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu l'arrêté du 16 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3-1 du Code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° 020272/KK P relative au projet de boisement de terres agricoles sur le territoire de la commune de Saint-Forgeot (71), reçue le 2 juillet 2026, complétée le 8 juillet 2026 et portée par le groupement forestier des Buissonniers, représentée par M. Vianney FALCONNET, conseiller forestier ;

Vu l'arrêté de Mme la Préfète de la région Bourgogne-Franche-Comté n° 26-154 BAG du 17 juillet 2026 portant délégation de signature à M. François VILLEREZ, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) de Bourgogne-Franche-Comté ;

Vu la décision de M. le directeur de la Dreal n° BFC-2026-07 20-00002 du 20 juillet 2026 portant subdélégation de signature à Mme Muriel CHABERT, cheffe du service Transition Écologique, ainsi qu'à Mme Katy POJER et M. Olivier BOUJARD, chefs adjoints du service Transition Écologique ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 9 juillet 2026 ;

Vu la contribution de la Direction Départementale des Territoires (DDT) du 10 juillet 2026 ;

Considérant :

1. la nature du projet,

- qui consiste en la plantation en mélange d'un peuplement mixte (Chêne rouge d'Amérique et Pin maritime) sur une superficie de 2,15 ha au sein de parcelles agricoles ; les densités de plantations prévues sont de 1300 tiges par hectare ;

- qui prévoit la préparation du sol en potets travaillés et une mise en place manuelle des plants, l'ouverture de cloisonnements et la réalisation de plusieurs coupes d'éclaircie au cours des 30 premières années suivant la plantation, puis tous les 10 à 15 ans ;

- dont les objectifs poursuivis, selon le dossier, sont la mise en place d'un boisement forestier à de fins de production de bois d'œuvre, et l'agrandissement de la propriété forestière ;

- qui relève de la catégorie n°47c du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement, qui soumet à examen au cas par cas les projets de premiers boisements d'une superficie totale de plus de 0,5 ha ;

2. la localisation du projet,

- situé au sein des parcelles cadastrées section A n° 16 et 17, attenantes au massif forestier dit « Bois Mutin », sur le territoire de la commune de Saint-Forgeot (71) soumise au règlement national d'urbanisme (RNU) et appartenant à la communauté de commune du Grand Autunois Morvan (CCGAM), dont le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) en cours d'élaboration a été arrêté en décembre 2025 et maintenu en juin 2026 ;
- situé en zone naturelle « N » du projet de PLUi de la CCGAM, au sein de parcelles déclarées en prairies permanentes à la politique agricole commune (PAC) jusqu'en 2024 ;
- situé en dehors de zonages d'intérêt pour la biodiversité, les plus proches étant la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (Znieff) de type I « Prairies Bocage et mares à Tavernay, Saint-forgeot et Cordesse », située à proximité immédiate, et le parc naturel régional du Morvan, situé à 800 mètres ; en dehors de zones humides identifiées à l'inventaire des milieux humides de Bourgogne-Franche-Comté ;
- situé en dehors de zonages de protection de sites, du paysage ou du patrimoine ;
- situé en dehors de tout périmètre de protection et de zone d'alimentation de captage d'eau potable ;

3. les impacts non notables sur l'environnement et la santé humaine, compte tenu :

- du fait que le projet devra correspondre aux bonnes pratiques préconisées dans le schéma régional de gestion sylvicole (SRGS) de Bourgogne-Franche-Comté ;
- du fait que le choix des essences est cohérent avec la sylvo-écorégion et que les densités prévues sont cohérentes ;
- du fait que le calendrier des travaux devra être défini de façon à éviter les périodes de sensibilités de la faune, particulièrement en évitant la période de reproduction de l'avifaune (exclusion de la période printemps/été pour la réalisation des travaux de préparation du sol et de l'entretien des plantations) ;
- du fait que des mesures de prévention des risques de pollution des sols et des eaux devront être mises en œuvre en phase travaux et en phase d'exploitation, par une gestion adaptée des engins et produits potentiellement polluants (hydrocarbures, huiles, déchets polluants, etc.) ; toute pollution durant le chantier devra nécessairement faire l'objet d'un signalement au Maire, à la Police de l'eau et à l'ARS ;

ARRÊTE :

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, le projet de boisement de terres agricoles sur le territoire de la commune de Saint-Forgeot (71) n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Conformément aux dispositions de ce même article, l'autorité compétente vérifie au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente décision.

Article 3

Cette décision sera mise en ligne sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement : <https://evaluation-environnementale.developpement-durable.gouv.fr/#/public/portalReviews>

Fait à Besançon, le

Signé par Muriel CHABERT,
Cheffe du service Transition
Ecologique, le 24/07/2026

Pour la Préfète et par délégation
Le directeur régional, et par subdélégation,
la cheffe du service transition écologique



Muriel CHABERT

Signature numérique 

Voies et délais de recours

- Lorsque la décision **dispense** le projet d'évaluation environnementale :

Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395 916 du 6 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale n'est pas un acte faisant grief susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux.

Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le projet.

Elle peut également être contestée par le biais d'un recours gracieux adressé dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication sur internet.

- Lorsque la décision **soumet** le projet à évaluation environnementale :

Conformément aux dispositions de l'article R.421-1 et suivants du Code de justice administrative et du Livre IV du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication sur internet, des recours suivants :

- un recours gracieux. En application de l'article R.122-3-1 VII du Code de l'environnement, tout recours contentieux contre la décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale après un examen au cas par cas doit, à peine d'irrecevabilité, être précédé d'un recours administratif préalable devant l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement qui a pris la décision. Le silence de l'Administration au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite. Après un recours gracieux, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de ce recours ;
- dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux, un recours contentieux, en saisissant le Tribunal administratif compétent. Le Tribunal administratif peut être saisi via l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Où adresser votre recours ?

Recours gracieux :

Madame la Préfète de région Bourgogne-Franche-Comté
DREAL Bourgogne-Franche-Comté
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25005 Besançon cedex

Recours hiérarchique :

Madame la Ministre de la Transition écologique, de l'Énergie, du Climat et de la Prévention des risques
CGDD/SEVS
Tour Sequoia
92055 La Défense cedex

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Besançon
30 rue Charles Nodier
25044 Besançon cedex 3

ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr